



DE VIVE VOIX vol.2 no.15

2 décembre 2014

RETROUVER LE SENS...

Par Christiane Carrère, professeure d'anthropologie

Le rapport Demers et ses conclusions ont de quoi inquiéter. Le sentiment d'impuissance que l'on peut ressentir face à ce dernier peut être envahissant. Il a été déposé et on ne peut plus en changer la nature désormais. Quelles avenues nous reste-t-il? Il faut chercher à voir ce que l'on peut faire pour proposer une autre vision ou, du moins, essayer d'atténuer les impacts négatifs appréhendés.

Notre collègue Daniel Desroches a dit, avec justesse lors de la dernière assemblée générale, que ce rapport émane sans doute de certaines questions et d'inquiétudes légitimes. Toutefois, c'est dans l'interprétation des conclusions que nos espoirs et nos craintes peuvent trouver leur confirmation.

Il me semble que l'inquiétude, légitime aussi, générée par le rapport est en lien avec les nombreuses expériences vécues par les professeur-e-s du réseau des cégeps depuis leur création. Nous avons vu comment des rapports du même type ont eu un impact pas toujours positif sur les conditions de l'exercice de notre profession et, au final, sur les étudiant-e-s.

Dans ce contexte, que faire?

Retrouver le sens

Bien que je sois tout à fait d'accord avec l'idée qu'il faille que notre discours prenne forme dans l'action, je suis aussi d'avis qu'il faut que les actions aient leurs racines dans le sens.

Pourquoi le niveau collégial a-t-il son importance? Pourquoi est-il important que la formation générale soit une des bases communes à tous les diplômés collégiaux? Pourquoi est-il central que le but du cégep soit aussi de former des « esprits » et non seulement des « travailleurs ». Quel impact cela a dans la société québécoise de « former » des gens capables de faire des liens, de développer une argumentation, d'écrire clairement ce que l'on pense et d'avoir en main des outils pour avoir une meilleure hygiène de vie?

Qu'y a-t-il de commun à toutes ces questions? L'idée du sens.

Nous avons, avec ce rapport, l'occasion de nous questionner individuellement et collectivement sur le sens, de « redonner » ce sens à ce que nous faisons collectivement quotidiennement, en

prenant la parole chaque fois que nous le pouvons. Pour convaincre aussi, car ne sommes-nous pas nous-mêmes convaincus qu'au collégial, nous proposons une formation « supérieure » autre que les autres types de formation? Rappelons à quel point le modèle des cégeps peut, lui aussi, contribuer à créer la société de demain.

Retrouver la confiance

Nombreux sont les enseignant-e-s de Lionel-Groulx qui gardent un goût amer de la façon de faire de certaines de nos directions du passé récent. Cela a créé un contexte de suspicion et de doute qui flotte entre les profs et les directions. Certains ont même peut-être « jeté la serviette » et ont retiré définitivement leur confiance à ces directions qui ne semblaient pas écouter, ou pire, ne pas faire de place à une vision humaniste des études collégiales tout en empruntant la direction opposée à celle qui fait globalement consensus chez les enseignant-e-s.

La venue d'une nouvelle direction générale a suscité de grands espoirs, surtout que l'on a constaté une ouverture certaine à mettre en place des lieux de discussion et des occasions pour se prononcer sur des sujets importants pour le Collège et les personnes qui y œuvrent.

Toutefois, la réaction du Directeur général au rapport Demers en a surpris plus d'un. Je me suis questionnée à savoir comment, si on a une vision humaniste des choses, on peut trouver que ce rapport est positif. Et la réponse à laquelle je suis arrivée est qu'il y a plusieurs angles à partir desquels regarder la chose.

Si on lit le rapport à la lumière des « gains institutionnels », du point de vue d'une institution, on trouve certainement plusieurs aspects positifs au rapport. Toutefois, si on le regarde à la lumière du « sens » du niveau collégial dans la formation des citoyens du Québec, du point de vue de l'institution (au sens large), on voit alors les pièges et les aspects négatifs du rapport et les dangers évidents que ceux-ci posent aux buts globaux d'une « éducation post-secondaire » supérieure et formatrice de citoyen-ne-s prêt-e-s à investir le marché du travail et des études universitaires. Au collégial, on rend accessible non pas des diplômes (dont on appellerait les objectifs, fixés en quotas, « taux de réussite »), mais bien des moyens pour « se former ». Des outils pour apprendre à comprendre le monde, à le lire et à être critique par rapport à celui-ci. Des outils pour permettre à ceux qui font ce parcours de contribuer à leurs milieux avec une vigilance telle que l'on souhaite de la part de ceux qui vivent dans une démocratie, qui en retirent les droits et qui ont donc, vis-à-vis elle, une certaine responsabilité.

Pour moi, l'ouverture de la Direction générale est une occasion qui nous est donnée d'exprimer à quel point il importe que le modèle des cégeps ne soit pas à nouveau complètement haché fin à partir d'arguments contestables et issus, il faut bien le dire, d'une vision « utilitariste » du niveau collégial. C'est pourquoi je vais tenter de m'engager avec confiance dans les discussions qui viennent avec l'espoir de pouvoir faire basculer la tendance de ce saccage de l'héritage du rapport Parent qui souhaitait aussi (et surtout?) réaliser un modèle culturel qui fournirait « à tous les membres de la société les éléments d'une culture fondamentale commune ».